

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

MAI-JUIN 2021

à Paris^e

« GARE DU NORD 2024 » la mobilisation contre ce projet se poursuit

Les initiatives dénonçant le caractère purement commercial de l'actuel projet au profit d'Auchan, au détriment de l'amélioration des conditions de déplacement des usagers, se poursuivent : rassemblements devant la gare et l'hôtel de ville, interventions aux réunions des Conseils d'arrondissement et de Paris, articles dans les médias...

La SNCF a commencé des travaux préliminaires qui sont interrompus depuis plusieurs semaines suite à une démarche du comité d'hygiène et de sécurité de l'entreprise, en raison des troubles causés.

Lors du Conseil d'arrondissement du 30 mars 2021, les élus PCF ont fait adopter un vœu demandant que toutes les associations, y compris celles opposées au projet, soient invitées au Comité de suivi de StatioNord, ce qui n'avait pas été le cas lors de la première réunion de mars.

Par ailleurs, dans un rapport publié fin avril, la Cour des comptes critique la politique menée par SNCF/Gares et Connexions au niveau national. Elle estime qu'en matière de modernisation des gares, l'État « ne prend pas en charge le financement d'obligations dont il est pourtant responsable »... Elle critique le recours à des opérateurs privés parce qu'une « grande part de la valeur générée profite aux partenaires privés qui ont contribué au financement des projets ».

S'appuyant sur ces mises en garde, Pierre Laurent, sénateur PCF de Paris, a posé le 3 mai une question écrite à la ministre de la Transition écologique demandant l'arrêt de l'actuel projet et le lancement d'une concertation pour un projet alternatif reposant sur un financement public.

Rien n'est joué à ce jour : le permis de construire modificatif n'est pas encore accordé et les recours juridiques sont en cours d'examen par la justice. Certains évoquent les hésitations des actionnaires d'Auchan face à un possible doublement du coût du projet. À suivre...



(régulièrement, des associations se rassemblent contre le projet purement commercial de rénovation de la gare avec le soutien des communistes du 10^e)

AVEC FABIEN ROUSSEL les « jours heureux »

Les 7, 8 et 9 mai 2021, à 82%, les communistes ont désigné Fabien Roussel pour les représenter lors de l'élection présidentielle de 2022. Cela fait suite à un processus démocratique exemplaire où les 44 000 militants communistes ont débattu de longs mois pour faire leur choix.

Pas une candidature de plus à gauche ! La candidature de Fabien Roussel a pour objectif de faire vivre le débat d'idées et de s'assurer que c'est bien la volonté de transformation sociale qui soit mise aux avant-postes du débat présidentiel : volonté de reprendre le pouvoir sur l'argent par une lutte contre l'évasion fiscale, augmentation des salaires et des minimas sociaux, droits nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises, mix énergétique, VI^e République, égalité des droits entre toutes et tous...

Convaincus que la gauche ne parviendra au pouvoir qu'avec des propositions réellement de gauche, les communistes mettent leur programme au débat de la présidentielle.

Convaincus que le rassemblement de la gauche ne pourra se faire que dans le respect de chacune et chacun, les communistes présentent la candidature de Fabien Roussel et proposent en outre à toutes les forces de gauche de travailler à un pacte d'engagements communs pour les élections législatives.

Convaincus qu'un autre système est possible, les communistes s'adressent à chacune et chacun pour redonner ses lettres de noblesse à la politique et montrer, à celles et ceux qui ne croient plus qu'on puisse mettre « l'humain d'abord », que voter est un geste utile.

Convaincus que les crises sanitaire, sociale, économique, démocratique et environnementale que nous connaissons ne font que nous démontrer l'urgence d'un système débarrassé du capitalisme, les communistes proposent la candidature de Fabien Roussel pour construire « les jours heureux » dont nous avons toutes et tous tellement besoin.

Élie Jousselein, secrétaire de la section PCF 10

les communistes soutiennent la liste *Pour pouvoir vivre en Île-de-France*

Cette liste est conduite par Clémentine Autain (la FI) et Céline Malaisé, cheffe de file des communistes. Rassemblant une grande diversité de représentants du monde du travail, des secteurs de la santé, de l'éducation et de la culture, cette liste a pour objectif d'améliorer la vie quotidienne des Franciliens et de répondre aux enjeux sociaux, sanitaires, climatiques et démocratiques. Bref, en finir avec la politique de Mme Pécresse axée sur la compétitivité à tout prix et la concurrence entre tous, au profit des plus riches et au mépris des besoins de la grande majorité des habitants.

En effet, l'Île-de-France est le territoire le plus riche de France, mais c'est aussi celui où les inégalités sont les plus fortes. 37% des Franciliens vivent dans des zones carencées au niveau médical : manque de soignants, de médecins généralistes... La désertification médicale touche particulièrement les quartiers populaires et les territoires ruraux. Il est urgent d'apporter une aide à l'installation de médecins généralistes et de cofinancer plusieurs dizaines de centres de santé.

De même, sur le plan scolaire, les classes sont surchargées, les lycées ont besoin de rénovation et de moyens supplémentaires. La Région doit cesser son soutien financier aux lycées privés.

Concernant les transports, Mme Pécresse a amorcé une contre-révolution en commençant à ouvrir les lignes de bus à la concurrence et se prépare à confier au privé les futures lignes du Grand Paris Express et du Transilien. Un éclatement du réseau de transports franciliens qu'il faut impérativement empêcher, car il entraînerait une augmentation des tarifs et une dégradation des conditions de transports. Elle voudrait faire croire que l'ouverture à la concurrence privée permettra d'augmenter la qualité du service aux usagers. Les pays qui ont procédé à cette ouverture au privé, comme l'Angleterre, sont en train de revenir en arrière.

Une autre politique en matière de logements sociaux est indispensable. La présidente de la Région a divisé par 3 les financements pour la création de logements sociaux en Île-de-France. De même, elle a réduit drastiquement les subventions aux associations agissant dans le secteur de la culture, des sports et de la solidarité.

Pour ces raisons, les communistes sont mobilisés pour mettre un terme à la politique menée par Mme Pécresse et appellent les Franciliens à soutenir massivement la liste *Pour pouvoir vivre en Île-de-France*.

deux femmes conduisent
la liste pour les régionales :
Clémentine Autain (la FI)
et Céline Malaisé
cheffe de file des communistes

POUR POUVOIR
VIVRE
DANS UNE ÎLE-DE-FRANCE

SOLIDAIRE ÉCOLOGIQUE
HUMAINE DÉMOCRATIQUE
FÉMINISTE PROTÉCTRICE
ÉGALITAIRE

Rejoins la mobilisation !

Avec Céline Malaisé, cheffe de file PCF, et Clémentine Autain, tête de liste.

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) une réforme inacceptable

Le gouvernement a mis en place sa réforme des APL début janvier. Cette réforme dite « des APL en temps réel » revient à prendre en compte les ressources des allocataires sur les douze derniers mois au lieu de l'année N-2 pour le calcul de leurs aides au logement avec une actualisation trimestrielle.

Résultat : ce sont 700 millions d'euros d'économie que l'État compte faire. 700 millions qui échappent aux plus fragiles : les personnes seules, les étudiants, les personnes en grande précarité, celles qui paient déjà lourdement la crise.

La réactualisation trimestrielle chamboulera aussi les bailleurs qui ne seront jamais certains que leurs locataires puissent payer trois mois plus tard. Cela rendra les bailleurs plus précautionneux avec les candidatures de personnes en limite de ressources financières et les garanties devront être

encore plus nombreuses. Bref, une nouvelle fois, après la baisse de 5 euros des APL en 2017, c'est à nouveau en visant les locataires, et par voie de conséquences les bailleurs sociaux, que le gouvernement entend faire des économies.

Les élus PCF ont présenté un vœu au conseil d'arrondissement du 10^e le 19 janvier 2021.

Élie Jousselein, adjoint PCF au Logement à la Mairie du 10^e, a noté à cette occasion que « de très nombreux habitants du 10^e avaient vu leur APL fondre, les laissant dans des situations dramatiques ».

Ce vœu demandait que la Maire interpelle le gouvernement pour qu'une étude soit faite sur les conséquences de cette réforme en vue de son abandon pur et simple. Le vœu a été adopté.

le prix inestimable

La santé ne devrait pas avoir de prix, dit, à juste titre, la maxime. Et pourtant le traitement de la pandémie et l'accès aux vaccins sont otages des profits des géants de l'industrie pharmaceutique.

Exemple, le vaccin Pfizer, facturé 12€ la dose pour les premières commandes, puis 15,50€, va passer à 19,50 € la dose pour les contrats à venir signés par l'Union européenne. En cause, non pas de nouvelles dépenses de recherche rendant le vaccin plus performant, mais l'exacte application de la loi du marché selon les stricts propos d'A. Bourla, patron de Pfizer.

Les États ont fait des avances colossales de fonds publics à l'industrie pharmaceutique : l'Europe a versé 445 millions d'euros à Pfizer tandis que les USA, dans le cadre de l'opération Warp Speed*, débloquaient 10 milliards. Les laboratoires ont profité des avancées de la recherche publique. La Chine, quant à elle, a séquencé le virus, ce qui est un préalable à la fabrication des vaccins, et a mis le séquençage dans le domaine public pour une large utilisation.

Pfizer a déjà engrangé entre 50 et 60 milliards de chiffre d'affaires. Le patron de Bio N'Tech est devenu milliardaire. Malgré cela, la proposition états-unienne de levée provi-

soire de la propriété des brevets essuie aujourd'hui un refus des autorités européennes et singulièrement de la France, bien qu'en avril 2020, E.Macron affirmait que les vaccins devraient devenir « biens publics mondiaux ».

Le froid calcul des actionnaires l'emporte sur toute autre question. L'Inde est submergée par le virus, de nouveaux variants se développent du fait des lenteurs vaccinales et les pays pauvres sont toujours dans l'attente des premières doses. Cela importe peu aux banques et fonds de pensions, actionnaires de ces laboratoires.



À QUI PROFITE LA PANDÉMIE ?

Le magazine *Forbes* a publié début avril le classement des milliardaires sur la période comprise entre mars 2020 et mars 2021. Quelques extraits de l'analyse faite par ATTAC/Oxfam :

- la fortune des 20 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 62% ;
- la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 Milliards d'euros, soit une hausse moyenne de 40% ;
- parmi les 38 milliardaires que la France comptait en mars 2020, 34 ont vu leur fortune augmenter ;
- la France compte 4 milliardaires de plus, dont le fondateur du laboratoire Moderna ;
- la fortune de Bernard Arnault (propriétaire de LVMH et 3^e fortune mondiale) a doublé en un an.

Soucieux de préserver ses « amis », Macron se prépare à faire payer la crise aux salariés, en s'en prenant d'abord aux allocataires du chômage et aux retraités.

L'intérêt même de la planète est à la reprise économique qui ne peut advenir tant que le risque de contamination reste élevé. Et il est illusoire de penser que les pays riches s'en sortiront seuls.

Il faut intensifier la production des vaccins. Certes, les USA doivent cesser de faire la rétention des composants pour leur fabrication, mais il faut aussi que les brevets soient accessibles à tous les laboratoires ayant les moyens de production.

Pour cela, il est indispensable de lever sur eux la propriété intellectuelle et de procéder aux transferts de technologies permettant une production massive. Pour que tout le monde soit protégé, il faut que le vaccin soit accessible à toute l'humanité.

* *Warp Speed, opération hors norme menée par les États-Unis pour accélérer la recherche d'un vaccin*

LA COMMUNE est toujours vivante



Laurence Patrice et Élie Jossellin lors de l'inauguration de l'exposition sur la Commune sur les grilles du jardin Villemin.

150 ans après, La Commune de Paris s'invite toujours dans le 10^e arrondissement. Laurence Patrice, adjointe PCF à la Maire de Paris en charge de la Mémoire, et Élie Jossellin, adjoint PCF à la Maire du 10^e en charge de la Mémoire, ont construit un programme riche : exposition sur les grilles du jardin Villemin retraçant l'histoire de la Commune, exposition sur les grilles de la Gare de l'Est représentant des figures de cette période, pièce de théâtre le 26 mai sur l'héritage de la Commune.

Des valeurs toujours d'actualité : égalité femmes/hommes, école gratuite et laïque, séparation de l'Église et de l'État, moratoire sur les loyers et la réquisition des logements vacants, citoyenneté pour les étrangers : célébrer les 150 ans de la Commune, ce n'est pas un beau moment de nostalgie. L'émancipation du peuple par le peuple, voilà ce qui anime les communistes !

Pour conclure ces célébrations, une montée au mur des Fédérés (cimetière du Père Lachaise) est organisée le samedi 29 mai à 14h au départ de la place de la République.

PROJET DE DÉMANTÈLEMENT D'EDF

manœuvres du gouvernement pour le cacher

Depuis 2 ans, le gouvernement travaille sur un projet de restructuration d'EDF appelé *Hercule*. Suite aux mobilisations unies des syndicats et des vives critiques de nombreuses personnalités de diverses sensibilités politiques, Bruno Le Maire a appelé, fin avril 2021, à abandonner l'appellation *Hercule* au profit de *Grande EDF* et affirme que l'entreprise publique ne sera pas démantelée.

Mais le problème, c'est que le projet de M. Le Maire est toujours de scinder EDF en 3 sociétés : une entité publique en charge de la production nucléaire et thermique, puis une seconde en charge de l'hydraulique et enfin une société dédiée aux énergies renouvelables et à la distribution, dont le capital sera ouvert au privé. Autrement dit, il y aura une séparation entre les activités de la production d'électricité pilotable qui assure 85% de notre consommation et qui supposent des investissements lourds et celles de la distribution et de la vente d'électricité, susceptibles, au contraire, de générer d'importants profits et d'attirer les opérateurs privés à l'affût. Une situation intenable qui, à terme, aboutira à la privatisation totale de l'entreprise.

Ce projet n'arrive pas par hasard. C'est une nouvelle étape du processus de libéralisation et de mise en concurrence de tous les services publics qui, depuis plus de 20 ans, a fait l'objet de plusieurs directives européennes approuvées par nos dirigeants. Le démantèlement d'EDF serait un cadeau au privé encore plus scandaleux que celui de la privatisation des autoroutes.

Les communistes et leurs élus estiment qu'EDF doit rester une entreprise unifiée assurant la production d'électricité, son transport et sa distribution. L'ouverture partielle de la commercialisation de l'électricité, déjà en œuvre et exigée par l'UE, a commencé à fragiliser l'entreprise publique et n'a pas permis les baisses de tarifs annoncées.

Les communistes estiment qu'il faut sortir l'énergie du marché en créant un pôle public de l'Énergie, seul capable d'assurer la sécurité d'approvisionnement et la péréquation



tarifaire pour tous, sur l'ensemble du territoire. Ils continueront à se battre avec tous ceux qui s'opposent au démantèlement d'EDF.

EN BREF

● Kelbongoo présent à Stalingrad

Après avoir ouvert rue Bichat la première halle alimentaire, créée avec le soutien de la Mairie de Paris sur proposition des élus PCF, Kelbongoo vient d'ouvrir au 1 rue Caillié un espace de vente de produits alimentaires en circuits courts, issus d'une centaine de producteurs d'Île-de-France et de Picardie à des tarifs accessibles à tous.

● Prémption des baux commerciaux

Les élus PCF du 10^e ont écrit le 22 mars à Mme Polski, adjointe à la Maire de Paris en charge du Commerce, pour demander la mise en œuvre de ce dispositif promis depuis des années et dont le but est de favoriser la diversité commerciale dans les quartiers souffrant de la monoactivité. Toujours pas de réponse à ce jour !

● Démission de Benjamin Griveaux

Sa démission n'entraînera pas un nouveau scrutin compte tenu de la proximité des élections législatives prévues en Juin 2022. Les habitants n'auront plus de député sur leur circonscription. Ils ne verront pas la différence en raison de sa totale absence sur le terrain.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr



ANDRÉ BARBILLAT un militant qui nous manquera

C'est avec tristesse que les communistes du 10^e ont appris début mars le décès d'André Barbillat. Militant communiste, André fut une figure centrale de notre section : il fut par exemple aux avant-garde de la mobilisation de 2005 qui permit la victoire du non au référendum sur la constitution européenne.

C'est aussi par son engagement associatif qu'André Barbillat se fit connaître dans le 10^e. Président de l'association Robert Desnos, très active dans le quartier de la Grange-aux-Belles pour promouvoir le vivre-ensemble, les activités sociales et l'aide aux devoirs pour les enfants, il fut aussi de tous les combats pour que l'État maintienne leurs moyens aux associations du 10^e. Aux côtés d'Alain Lhostis, puis de Didier Le Reste, il s'engagea dans la lutte pour maintenir les contrats aidés en faveur des associations du 10^e.

Les communistes adressent leurs plus sincères condoléances à sa famille et ses proches et assurent à l'association Robert Desnos qu'ils seront à ses côtés pour qu'elle puisse poursuivre ses activités au service des habitantes et habitants du 10^e.

